

## Alain Lipietz

### UNE CANDIDATURE A L'INVESTITURE DES VERTS AUX PRÉSIDENTIELLES : POUR QUOI FAIRE ?

(Version présentée au CNIR du 31 mars 2001)

Cher(e)s ami(e)s Vert(e)s,

J'ai décidé d'être candidat à l'investiture des Verts pour l'élection présidentielle. Je vous livre ici les réflexions et l'état d'esprit qui m'ont conduit à cette candidature (1). Je traiterai successivement les points suivants :

- 1) Quels enjeux pour la présidentielle ?
- 2) Quels contenus pour la campagne ?
- 3) Quel candidat ?

#### **I. L'ENJEU DE LA PRÉSIDENTIELLE : LA MAJORITÉ CULTURELLE**

Le rôle " structurant " des présidentielles dans la vie politique française est indéniable. Encore faut-il comprendre en quoi il consiste, surtout pour un courant qui ne peut raisonnablement espérer figurer au 2ème tour. S'agissant de notre candidat(e), on a trop longtemps parlé du " pouvoir à l'intérieur des Verts ". L'essentiel est à mes yeux la contribution d'une campagne verte à la **conquête de la majorité culturelle**.

##### 1) Au sein des Verts

Le temps n'est plus des candidatures écologistes "biodégradables ", où l'écologie politique se rassemblait autour d'une personnalité le temps d'une campagne, et offrait à cette personnalité, pendant quelques années, une fonction d'incarnation de l'écologie. Aujourd'hui, l'écologie c'est les Verts, et le parti Vert existe, avec ses propres règles de choix de ses animateurs. Elles sont bin d'être parfaites. Les Verts ont besoin d'une véritable refondation. Dominique Voynet a déclaré son intention de s'atteler à ce chantier décisif, je lui fais confiance et elle aura tout mon soutien. Mais cela ne passe pas par la campagne présidentielle. Le candidat présidentiel vert sera en fait, le temps d'une campagne, un " super porte-parole ", appelé à rentrer dans le rang au lendemain de la campagne, même si son expérience et sa notoriété lui conserveront quelque temps un rôle de 5ème porte-parole de fait, plus ou moins utile au mouvement selon sa personnalité.

Le choix de Dominique Voynet de revenir dans un rôle "interne " sans passer par la case présidentielle entérine cette nouvelle donne. Reste à définir la mission du candidat Vert en direction de la société pendant le temps de la campagne.

##### 2) Dans la société et le champ politique

On dit souvent que la présidentielle est la pire élection pour les Verts, et il faut là aussi comprendre pourquoi.

Les Français ne votent pas (en tout cas de moins en moins) à la présidentielle selon l'adage " au premier tour on choisit, au second on élimine ". Ils votent dès le premier tour pour celui qu'ils veulent voir en meilleure position possible au second tour. En cas de divisions profondes dans un camp (Chirac - Balladur, 1995), le choix du premier tour est décisif ; dans le cas où le candidat préféré pour le 2ème tour ne fait aucun doute, cette tactique des électeurs est meurtrière pour les "petits " candidats (Voynet, Hue, 1995). Nous devons donc nous attendre à faire nettement moins qu'aux municipales. Par exemple, à Villejuif, où je conduisais une liste autonome qui a fait 23,1 % au premier tour, je ne me donnerais pas la moitié en 2002.

Alors, à quoi leur sert le 1er tour ? À l'affirmation culturelle, idéologique, d'un courant d'idées. René Dumont (1971), avec sa poignée de centaines de milliers de voix, a créé l'écologie politique ; Dominique Voynet, avec à peine plus de 3 %, a sauvé son existence autonome, et préparé ses succès ultérieurs. Et en 2001 ? Nous verrons plus loin.

Mais alors, les 12 % de Le Pen, les 6% de d'Arlette Laguiller ? Leur cas est différent. Candidats "anti-système ", ils expriment les voix des exclus du jeu politique qui n'espèrent pas y revenir, de façon hideuse pour le premier, plus sympathique pour la seconde. Leur arme est la démagogie, l'impraticabilité assumée de leurs propositions. Quant au PCF, il garde un électorat fidèle, mais, incapable de justifier à quoi sert de voter pour lui, faute d'un projet sociétal crédible, il est ainsi incapable de négocier cet acquis fondant. Tout autre est la situation des Verts : notre électorat est soit dans le système et veut l'influencer (notre " pic " dans les professions intermédiaires), soit en est exclus, mais se bat pour y rentrer et soutient nos propositions (notre second "pic " chez les chômeurs). Il vote pour nous, et de mieux en mieux ... quand il le juge utile (d'où l'importance de la proportionnelle) !

Annoncer l'objectif de dépasser 8% serait irréaliste et nous conduirait à une campagne démagogique. Il faut être clair dès le départ : nous ferons une campagne d'explication, de lutte pour la majorité culturelle, sans espérer que le résultat à la présidentielle marquera notre vrai rapport de forces. Nous devons viser le plus fort score de l'écologie à une présidentielle (donc viser 5 %), ce qui serait déjà une vraie victoire (et non pas une défaite, comme on nous le ferait valoir si nous affichions des ambitions irréalistes) et, si nous dépassions 8 %, ce serait un succès incroyable, qui nous placerait à 2/3 des résultats des municipales. En fait, seul le succès de nos listes municipales autonomes et de nos candidats aux cantonales peut laisser envisager un tel résultat.

Notre campagne sera donc résolument pédagogique, le haut-parleur de " ce que veut, ce que ce sera l'écologie politique au XXI<sup>e</sup> siècle ". Cette posture sera renforcée par la prise en compte de la **grande spécificité de la campagne 2001** : elle aura lieu en parallèle avec la vraie campagne où se déterminera le rapport de forces, celle des législatives. C'est là que nos candidat(e)s autonomes devront marquer le plus de points pour le second tour, que nos éventuel(le)s candidat(e)s d'union affirmeront la couleur verte dans la majorité plurielle. **Le candidat présidentiel Vert sera en fait le porte-parole collectif de tout(e)s les candidat(e)s aux législatives.**

Mais pour y dire quoi ? Pour y faire quoi ? Cela dépend intégralement de la mission assignée à l'écologie politique dans les 5 ans qui viennent. À mon sens, il s'agit de **passer d'un intérêt devenu récemment majoritaire pour les questions de l'écologie politique, à la conquête de la majorité culturelle pour les réponses des écologistes**. Et quand nous disons "majorité " culturelle, nous ne voulons pas dire que nos idées deviennent effectivement majoritaires. Nous voulons dire que ces idées sont connues largement, souvent partagées, et que la majorité considère que c'est avec nous, autour de nos réponses, qu'il faut passer un compromis pour intégrer l'intérêt général. Comme le précise souvent Denis Baupin : nous devons apparaître comme ceux qui apportent des réponses aux chasseurs responsables, aux travailleurs du nucléaire, aux camionneurs, aux paysans coincés dans l'intensif, etc.

## **II. QUELS CONTENUS POUR LA CAMPAGNE ? CONVIVIALITÉ, SOLIDARITÉ, SOUTENABILITE**

La conquête de la majorité culturelle doit partir d'un état des lieux, d'une évaluation précise de ce que sont les aspirations réelles de la population et du pouvoir d'attraction des réponses offertes par nos concurrents.

## 1° Où en est la société française ?

Les premières années de la législature (disons, jusqu'en 1998) ont été marquées par un étonnant paradoxe : la " majorité plurielle " étant plus optimiste, plus confiante dans les réformes qu'elle menait, que sa propre base. Les 35 heures, la sortie des carcans de Maastricht, la réforme fiscale (bascullement des cotisations maladie vers la CSG), même la parité et le PACS figuraient au programme, mais n'étaient approuvés que sans conviction. Aujourd'hui c'est fait, et plus personne ne voudrait revenir en arrière.

Prenons l'exemple des 35 heures. Cette immense réforme (équivalente à 4 semaines de congés payés) a été obtenue sans lutte, par un simple bulletin dans l'urne, malgré l'incrédulité générale (et persistante dans le reste du monde). Elle était certes le résultat de vingt ans d'efforts des écologistes et de quelques secteurs syndicaux, et n'était qu'un compromis (que nous avons vertement critiqué) entre nous et le PS. Aujourd'hui, selon le dernier sondage CSA, 61 % des Français l'approuvent, 87 % des salariés déjà passés aux 35 heures disent qu'elle "améliore la qualité de la vie ", mais aussi 76 % de ceux qui ne la connaissent pas encore. Ces chiffres sont à comparer aux sondages de 95-96 (cités dans mon livre *La société en sablier*), beaucoup moins convaincus.

Mais cette satisfaction devient une impatience terrible, d'une double nature. D'une part, **celles et ceux qui " n'ont rien vu passer pendant cette législature "** (les quelque 10 % de chômeurs, les salariés des entreprises qui continuent à fermer, les fonctionnaires et les salariés des petites entreprises qui n'ont pas encore eu les 35 heures ou les ont vécues comme "flexibilité "). Eux vivent toujours les conditions et l'idéologie du désespoir, avec d'autant plus d'amertume qu'ils/elles ne sont plus une grande cause nationale, mais en quelque sorte les retardataires d'une France redevenue optimiste et dynamique. Ils/elles ont voté aux municipales, et voteraient toujours extrême droite, Laguillier, ou rien. C'est la tâche historique des Verts : leur rendre l'espoir.

D'autre part, la grande majorité de la population est, elle, sortie de " l'idéologie du désespoir " des années 90. " L'horreur économique " est finie. Exaspérée par les sur-profits des firmes, elle n'a même pas remarqué le krach boursier. Elle demande maintenant son dû, après 20 années de rigueur. Et elle l'exprime souvent en termes salariaux (pouvoir d'achat), parce que les 35 heures, contrairement à ce que proposaient Les Verts sur ce sujet (maintien du pouvoir d'achat jusqu'à 2 SMIC), ont en général été négociées contre une modération salariale... qui n'anticipait pas le troisième choc pétrolier !

Cette **gauche populaire critique mais non désespérée** (la gauche " peut mieux faire ") s'est probablement partagée entre PCF et PS "quand même", et surtout elle s'est massivement portée sur les listes "citoyennes " ou sur nous quand nous étions en autonomes. Elle est le cœur de notre cible politique, à conquérir en lui offrant une image de ce que pourrait être "son dû ", en la guidant dans ses luttes, en lui offrant un débouché politique. Pour cela il faut faire fond sur ce qu'il y a de plus positif en elle : l'aspiration à plus de solidarité, de convivialité, le retour de balancier après 20 ans d'individualisme triomphant. L'aspiration à " faire la fête ensemble ", significative depuis 98, exprime ce retour, mais il s'effectue à partir d'un niveau d'individualisme comme l'humanité n'en a jamais connu. En fait, Les Verts doivent "reconstruire de la communauté " sur la base de l'individualité, et non de la tradition.

Ce retour de balancier s'exprime aussi dans le phénomène " bobo ", qui est en fait complexe. Il y a un vrai vote bourgeois moderne qui se porte sur le PS à cause des ringardises de la droite (PACS, Millon, etc). Mais il y a surtout un phénomène petit bourgeois salarié, en particulier dans les services publics, jadis porté vers la seconde gauche et qui, quoique bien servi par le PS, se porte aussi sur nous pour des raisons sociétales et environnementales (et sans doute aussi pro-européennes).

Ici, il faut se garder d'une analyse trop sociologique-économiste. Un parti politique ne représente pas une classe ou une énumération de fractions de classes, mais un projet susceptible de les réunir autour d'attentes communes et des compromis réciproques qui en découlent. Les Verts peuvent séduire à la fois les bobos et les exclus, et du centre gauche à l'extrême gauche, parce qu'ils représentent d'autres valeurs (l'intégrité, la convivialité, la solidarité, la responsabilité écologique, gages de la sécurité de tous) que celles qui polarisaient l'opposition droite/gauche. Mais ils ne le peuvent qu'en offrant des solutions alternatives aux solutions traditionnelles qui opposaient les uns aux autres. Ils ne gagneront pas les bobos en leur proposant de baisser leurs impôts, mais en leur offrant un haut niveau de service public et en leur proposant une société réconciliée avec elle-même et avec son environnement.

Ne pas comprendre cela, c'est la source de l'erreur d'analyse commune au MDC, au PS, au PCF: la soi-disant opposition entre une " gauche morale ", sociétale, petite-bourgeoise, "bobo ", et une " gauche populaire " qui serait sécuritairement hostile aux immigrés et ne regarderait que sa feuille de paie. Qu'il y ait une base populaire au FN, nul n'en doute. Mais des " sans papiers ", en France depuis 10 ans en 2001, y ont forcément des parents, des amis français, ouvriers ou employés. Leur maintien dans un purgatoire arbitraire contribue au sentiment d'injustice et d'insécurité et participe au " désaveu " des classes populaires à l'égard de la gauche, et le vote vert ou trotskiste exprime aussi le sentiment de solidarité à leur égard.

Inversement, l'insécurité, c'est autant " on ne sait plus ce qu'on mange " ou " une voiture a failli renverser ma gosse " que " ces jeunes qui traînent au bas des escaliers ". L'atomisation de la société, la constitution de monopoles planétaires, la marchandisation des biens et des services, la crise de la famille, appellent une reconstruction par le bas des solidarités, à partir du mouvement associatif et du tiers-secteur, pas seulement pour offrir un emploi à chacun, mais pour retisser des liens entre les gens. C'est fondamentalement un problème de " convivialité ", de " covivance ", de " civilité " et de maîtrise collective des changements et des peurs qu'ils entraînent, donc un problème d'écologie politique.

Un coup d'œil sur les résultats électoraux fait d'ailleurs justice d'une assimilation " vote trotskiste = critique populaire " ; " vote vert = critique bobo ". Au sein de la majorité plurielle, le communisme municipal s'effondre, Les Verts s'affirment comme la seconde force de gauche. Avec ou contre l'accord des autres partis de gauche, ils emportent leurs premières villes moyennes, et imposent leur présence dans les conseils généraux. Oui, une partie des classes moyennes et des professions intermédiaires reconnaît dans Les Verts cette promesse d'une société réconciliée avec elle-même et son environnement. Mais Les Verts, les listes citoyennes, ou mieux encore les listes " vertes et citoyennes " ont énormément progressé dans les communes et quartiers populaires. À Villejuif, face au PC qui tient la ville depuis trois quarts de siècle, la liste "Les Verts - Villejuif Autrement " atteint 23,1 % dès le premier tour, triplant ses voix dans les quartiers déshérités, fiefs du PCF. En se maintenant au second tour, des listes du même type dépassent les 20 % à Montreuil, Arcueil, Ivry, arrachent Les Mureaux au PS et l'Ile-Saint-Denis au PCF.

Or, au même moment, le PS et Lionel Jospin semblent vouloir s'enfermer dans une stratégie centre-gauche traditionnelle : " Il y a eu du changement possible, vous l'avez eu en 1998, maintenant il faut le gérer ". Ils ne renouvelleront pas l'imprudence de l'accord Verts-PS de 97 (qui promettait les 32 heures pour la "fin de la législature "). Ils feront une campagne de centre gauche, pour gagner les élections présidentielles et législatives ; en cas de victoire, ils géreront au centre gauche.

**Ce que montrent les municipales, c'est qu'une telle posture conduit droit à la défaite de la gauche plurielle**, par abstention sur sa gauche. Tout l'enjeu des élections de 2002, pour Les Verts, sera d'empêcher cet enlisement de la majorité plurielle, mais le combat ne s'arrêtera pas au soir de la 2ème élection. Car nous serons rentrés dans une conjoncture plus classique de l'histoire de la France, où les masses sont plus radicales que leur gouvernement. Nous assisterons, dans les années 2002-2007, à des mouvements sociaux puissants, exigeants, face à un gouvernement et à une " majorité de la majorité " qui traîneront les pieds mais devront céder à la pression. Le moteur de la

transformation sociale sera à nouveau dans la société, et les institutions freineront ou canaliseront la poussée.

Plus qu'auparavant, Les Verts (et avec eux toute l'écologie politique) devront s'affirmer comme parti de proposition, de mouvement, et de gouvernement, en définissant les axes de la poussée, en animant les mouvements sociaux, en participant à leur transcription dans les institutions. Le candidat à la présidentielle sera, non pas le chef d'orchestre, mais le premier violon (pour quelques mois !) de la campagne de tous Les Verts, de leurs candidats aux législatives, de leurs autres personnalités (ministres, secrétaire national, porte-paroles, membres du CE, députés et conseillers régionaux etc.), et de tous les militants, dans cette affirmation d'une nouvelle posture.

## 2°) Quel message ?

Dans ce mouvement social dont il nous faut gagner les cœurs, la situation est elle-même éminemment paradoxale et pas très simple pour nous. En un mot : "Tout ce qui bouge n'est pas vert, loin de là, mais faudra faire avec. "

D'une part, les idées écologistes ont fantastiquement progressé. L'agriculture intensive est totalement délégitimée, le risque climatique est largement admis, même la légitimité de la voiture et du nucléaire sont entamées. Mais les grandes organisations qui encadrent les mouvements sociaux, et même la "gauche de la gauche" renforcée par les déboires de l'ultra-libéralisme, tendent à ne donner d'autres réponses que celles de la vieille gauche des années 60 : plus d'État, plus de nation, plus de production et de consommation, moins de marché, moins d'Europe et de mondialisation, moins de réflexion sur le contenu et la légitimité de la croissance.

L'alliance "sauve-qui-peut" contre le libéralisme (1995) a eu un coût : la remise en selle de FO et de sa direction idéologique (le trotskisme lambertiste), le retour de l'étatisme et du productivisme dans la "gauche de la gauche", l'hégémonie du corporatisme de fonctionnaires dans le mouvement social, qui contamine nos plus proches alliés (le "Groupe des Dix" dans le syndicalisme). Elle permet au MDC de rebondir, de la droite de la majorité plurielle (anti-immigrés, anti-régionaliste, anti-européenne, anti-mondialiste), vers une image de gauche "nationale républicaine". Une posture où se retrouve la fraction de la deuxième gauche hostile aux Verts. JP Chevènement est ainsi en position de construire sa campagne contre nous avec le soutien d'une partie du *Monde Diplomatique* et du *Nouvel Observateur* !

Or cette gauche étatiste et productiviste, de par son poids dans les luttes salariales, pèse aussi sur les autres mouvements sociaux. On critique l'ultra-libéralisme (dans le cas de l'Erika) et non plus le productivisme (comme si l'Amoco Cadiz, fleuron d'une multinationale, avait épargné la Bretagne), on critique les pollutions, mais on refuse le principe de pollueur-payeur, on clame "le monde n'est pas une marchandise" pour défendre le droit de le polluer gratuitement... en exigeant de l'État, donc du contribuable, qu'il subventionne les entreprises qui assumeront un peu leur responsabilité.

Les plus anciens d'entre nous, qui ont vu le mouvement de Mai 68 se rigidifier en idéologies marxistes et léninistes, le savent : le nouveau reprend souvent les habits de l'ancien. Les Verts, qui prétendent offrir de nouveaux habits au retour de la contestation, ne doivent pas s'en désespérer. S'ils ne se résignent pas à la démagogie, s'ils s'affirment "Verts" avec tout l'acquis de la critique écologiste du productivisme et de l'étatisme, ils sauront, eux, offrir une concrétisation aux rêves de la société en révolte contre le libéralisme : plus de solidarité, plus de convivialité, plus de responsabilité écologique.

Nous ne devons pas craindre de surprendre par la hardiesse de nos propositions ; nous marquerons des points si nous savons combiner l'utopie d'une société autonome, réconciliée, responsable de la planète et des générations futures, et les mesures concrètes à prendre d'urgence dans la bonne direction.

Pour cela, nous devons apprendre à dépasser l'étape de la dénonciation, pour entrer dans le monde de la proposition.

Non plus "contre le nucléaire ", mais "pour un service public de l'énergie soutenable ".

Non plus "contre l'agriculture intensive ", mais pour "réconcilier la France et sa paysannerie autour d'une cuisine et de paysages de haute qualité ".

Non plus "contre la marchandisation ", mais "pour l'association ".

Quelques exemples ? (Attention, ce n'est même pas l'ébauche d'un programme !)

### *1) Pour un nouveau plein emploi*

Oui, les 32 heures vont redevenir d'actualité, car la croissance va ralentir et la partie " facile " des 35 heures est finie. Mais il faudra aussi parler de formation professionnelle, d'insertion, car les goulets d'étranglement apparaissent de ce côté.

Oui, les services à la communauté seront le principal gisement d'emplois pour une société " post-industrielle " où l'atomisation sociale exigera de plus en plus qu'une partie importante de la population s'active et gagne sa vie à s'occuper du bonheur des autres : l'éducation, les soins, la culture, les loisirs, la fête... Et si nous refusons que ces services soient dominés par la loi du profit, alors l'association et la coopération seront la forme économique des valeurs spécifiques de l'écologie : autonomie, solidarité, responsabilité, convivialité, réciprocité... Le travail de Guy Hascoët, la mise en scène de la sortie de mon rapport sur le tiers secteur, permettront de "signer Vert " l'émergence de l'économie solidaire comme thème central des débats socio-économiques.

Mais, au-delà de " l'emploi ", c'est une autre conception de la société qui se dessine, la réponse écologiste au "Qu'est-ce qu'on fout là ? " (cf. [mon intervention](#) aux Six heures de l'écologie politique). Et c'est une base sociale large qu'il s'agit d'associer durablement aux Verts : les entrepreneurs du social, les "bâtisseurs de bonheur " (voir le [texte de Denis Baupin et moi](#) pour l'AG Fédérale de Noisy)

### *2) " Refondation sociale ", etc.*

Ici encore, c'est la manière dont nous affirmerons notre rôle de référence dans le mouvement social, et de force propositionnelle dans les institutions, qui sera l'enjeu de notre candidature présidentielle. Les pièges seront le conservatisme "vieille gauche ", la stratégie du "No Pasaran " (pour la gauche de la gauche), et des petits reculs indéfinis (pour le centre gauche). L'écologie politique doit développer une perspective offensive dans deux directions :

- découpler le revenu social du salariat (ce qui veut dire : arrêter les piaillements contre l'impôt négatif et la fiscalisation de la sécurité sociale, qui en sont les conséquences pratiques !);
- remettre à l'économie sociale (mutualisme, coopératives, associations) le contrôle sur toutes les formes d'épargne populaire, afin de la mettre au service de l'économie solidaire.

### *3) Produire et consommer responsable... et convivial !*

Il s'agit de transformer l'essai sur la male-bouffe, le nucléaire et l'automobile. Là comme ailleurs, il ne faudra pas hésiter à prendre bille en tête le discours des anti-écotaxes (" le monde n'est pas une marchandise "... ce n'est pas une raison pour le polluer gratuitement et ne pas payer le travail paysan). Au-delà, notre problème sera de transformer une hostilité latente envers les "périls de la technique et du libéralisme " en une adhésion positive à un nouveau modèle (agriculture paysanne + énergie responsable + transports en commun + vélos + autre urbanisme...), au nom de la santé, de la convivialité, de la beauté. D'ailleurs c'est la seule façon de les faire accepter par les " moyens pauvres " (voir toujours le texte avec Denis Baupin).

Et pourtant il faudra mettre le paquet sur Kyoto, en n'hésitant pas à culpabiliser les responsables du productivisme, ceux à qui nous devons déjà le sang contaminé, la vache folle, etc.

#### 4) *L'École*

C'est le point sur lequel nous sommes attendus, dont nous pourrions, nous devrions, parler, et nous sommes les seuls à pouvoir le faire de façon crédible. J'ai été frappé d'entendre un haut responsable de la FSU affirmer que Monique Vuailat votait Vert. Ainsi, non seulement Daniel Lebreton est Vert, mais celle qui a donné l'image d'une profession enseignante crispée sur ses acquis nous considérerait comme médiateurs possibles. Pourquoi ? Parce que nous incarnons la réforme de l'école (même si nous ne savons pas la préciser), dans le respect profond du service public et de ses serviteurs. Telle est la posture que nous devons mettre en avant, et Daniel devra jouer sur ce point un rôle de symbole, en liaison avec le travail de la commission éducation.

#### 5) *Europe, mondialisation*

C'est hors sujet ? On ne va pas rejouer les Européennes ? Ben si, justement. Après le fiasco de Nice, les questions : "Veut-on, oui ou non, plus d'Europe, pour mieux d'Europe ? ", mais aussi " Dans la mondialisation libérale, combattons-nous l'aspect libéral ou l'aspect mondialisation ? " sont devenues des questions centrales de la politique française, au sens le plus profond. C'est-à-dire : " Agir localement, penser globalement / agir globalement, penser localement " (cf. mon intervention aux Egep). Et, là encore, nous sommes autant en désaccord avec Jospin qu'avec Chevènement et Krivine. Nous voulons être citoyens au niveau où se posent les vrais problèmes économiques, sociaux, environnementaux. C'est déjà l'Europe, ce sera de plus en plus la planète. "N'oublions pas le Sud, sinon la planète nous pètera à la gueule ", doit d'ailleurs être un des thèmes de la campagne.

Cette bataille se déroulera dans le contexte du passage à l'euro, du "trou " d'air américain, de la crise du post-Nice. L'Europe, comme problème et comme solution, y occupera donc une part importante.

Bref, il nous faut un candidat qui, comme Dany Cohn-Bendit, sache se situer en citoyen de l'Europe et de la planète, mais, mieux que lui, sache critiquer l'Europe et la mondialisation réellement existantes et proposer une autre Europe, une autre mondialisation.

#### 6) *Les Sans Papiers*

Cette honte nationale, cette faute de la majorité plurielle, il faut en finir. Mais, au-delà, il faudra poser, avec mesure et fermeté, les vraies questions : celle de la réouverture des frontières à l'immigration, celle de la citoyenneté, celle des discriminations (qui touchent autant les femmes, mais aussi les gays et lesbiennes).

#### 7) *Et avec quels alliés ?*

La question des alliances va être la plus difficile à gérer dans la campagne et surtout la pré-campagne (y compris chez Les Verts). Je livre mon pronostic (pas mon désir !) : malgré les municipales et " l'effet Massat " devenu effet Epinay, il n'y aura pas la proportionnelle en 2002, mais nous parviendrons à un accord de majorité plurielle, avec pas mal de circonscriptions réservées, et la proportionnelle promise pour " après ". Et alors nous ne pourrions pas refuser, vis-à-vis de nos électeurs.

Ça ne change rien au contenu du message du candidat présidentiel (il incarnera, dans la période de la campagne, l'autonomie des Verts), mais il devra en tenir compte dans son rôle de

"premier violon"... quand 70 autres violons et flûtes seront candidat(e)s des Verts et du PS, et un demi-millier d'autres instrumentistes seront candidat(e)s en concurrence avec le PS.

La capacité à concilier, dans la même phrase, et dans son histoire politique, "autonomie " et "partenariat " sera l'un des critères décisifs dans le choix du candidat.

Mais ce n'est pas tout. Il faudra également être très clair dans la dialectique "parti de mouvement /parti de gouvernement ". Nous voulons être au gouvernement parce que nous savons que la transformation sociale a besoin de se codifier dans les institutions. Mais nous savons aussi que l'on ne change pas la société par décret, qu'elle se change d'abord elle-même par ses luttes et ses débats (le cas "miraculeux " de 97-98 est exceptionnel, il traduisait un décalage transitoire et un effet-retard de 1995). Nous devons donc parler aussi bien à ceux qui attendent de nous un discours constructif, voire constructiviste (l'électorat classe moyenne - Nouvel Obs - ex 2ème gauche, " bobo ", etc.) qu'aux désespérés qui hésitent entre "voter : merde ! " (au mieux Arlette, au pire Le Pen), ne rien voter... ou voter pour nous.

Nous devons dire surtout, non pas que "l'État ne peut pas tout ", mais que "le vote ne suffit pas ". **Notre campagne devra être organisatrice des luttes à venir**, aussi bien sociales qu'environnementales ou démocratiques.

### III. ALORS, QUI ?

Il nous faut :

- un "premier violon " et pas un électron libre, sinon les militants pris dans 550 campagnes législatives passeront leur temps à s'arracher les cheveux à chaque déclaration intempestive ;
- un écologiste parfaitement imprégné de la culture contestataire du mouvement écologiste depuis les années 70, mais également d'une culture propositionnelle et institutionnelle, pour avancer et défendre des réponses concrètes, économiquement cohérentes, à des aspirations utopistes (car l'exercice d'une présidentielle, c'est d'être capable d'improviser une réponse satisfaisante à une question non préparée) ;
- une personnalité connue pour sa défense ancienne et permanente de l'autonomie de l'écologie politique, mais partisane de l'alliance à gauche... quand la gauche le mérite ;
- une personnalité connue pour sa participation aux mouvements sociaux de contestation, mais également capable d'en proposer la médiation institutionnelle et la traduction économique.

Cet oiseau rare n'existe pas. Dominique Voynet s'en approchait au plus près, même si elle a dû, fonction oblige, donner d'elle-même depuis 4 ans une image avant tout institutionnelle et "majorité plurielle " (mais elle avait un an pour rééquilibrer cette image). Elle a refusé, et avec d'excellentes raisons.

À ce propos, une anecdote, pour en finir avec la rumeur de "pacte secret " entre Dominique Voynet et moi. Un jour de 1992, elle m'avait déclaré : " Il faut que tu y ailles en 1995, car je ne progresse pas assez vite, je ne serai pas prête. " Cette phrase n'a pas peu contribué à l'estime que j'ai pour elle. Considérer qu'obtenir l'investiture des Verts, ce n'est pas d'abord une gratification narcissique, mais plutôt une charge, une mission pour laquelle on a, ou on n'a pas, les qualifications, c'était tout elle. Et cela me suffisait pour souhaiter ardemment qu'elle joue à l'avenir un des tout premiers rôles. En outre, il me paraissait important que le candidat Vert de 1995 soit une femme (la bataille de la parité était à peine entamée, elle est loin d'être finie, mais ce genre de symbole n'a plus la même d'importance, surtout après les municipales). Enfin, même si elle risquait de n'être effectivement pas prête en 95, le meilleur moyen d'apprendre était justement... de faire une campagne. Ce qui s'est passé. Je lui ai alors proposé un deal : "Non, tu fais 1995, et je serai candidat à l'investiture en 2002 ". Dans ma tête, cela signifiait surtout "je te fais le pressing maintenant, mais je



ne te le ferai pas en 2002. Si tu ne veux pas y aller, j'irai ". Voilà pour ce qui ne fut guère plus qu'une plaisanterie d'après-meeting.

Mais en fait, j'avais déjà une idée en tête : la " vraie " candidature de Dominique Voynet, celle avec enjeux de pouvoir (pour disputer l'hégémonie non plus seulement culturelle mais politique à la social-démocratie, pour se poser en " première ministrable "), ce ne serait pas en 2002, mais plus tard dans le siècle, quand Les Verts seraient un parti puissant, crédible, enraciné. Je ne sais si Dominique Voynet a suivi le même raisonnement. En tout cas, elle donne la priorité à la refondation du parti, et elle a raison, et personne ne peut conduire cette tâche mieux qu'elle. Il y a d'ailleurs quantité d'autres raisons : elle doit regagner à Dôle son siège de députée (ce qui implique une campagne de terrain incompatible avec la présidentielle), etc.

Yves Cochet aurait d'ailleurs le même problème. Il a pourtant toutes les compétences et l'entraînement pour " reprendre au vol " les dossiers de Dominique. Cela me paraît une solution très raisonnable à cette question (au point où l'on en est, perdre un député de plus pour quelques mois n'a plus d'importance).

J'exclus l'idée d'une candidature symbolique du mouvement social, genre Piaget en 1974, et aujourd'hui José Bové. Je l'ai dit, il nous faut une candidature pédagogique des Verts, portant tous les thèmes de l'écologie politique, en articulation étroite avec nos candidats aux législatives.

Marie-Christine Blandin n'est pas candidate. Elle sait, comme Dominique Voynet, le coût physique et psychologique d'une campagne. Elle n'est pas spécialement attirée par les projecteurs des médias. Elle peut prétendre à un " destin national " qu'handicaperait un score qui la sous-évaluerait. Je pense qu'elle mérite plus que son rôle actuel. Elle devrait, à mon avis, reconsidérer son refus d'être notre première sénatrice... en attendant d'entrer au gouvernement.

Noël Mamère. Ne cédon pas trop vitre à l'argument : " Noël Mamère est très connu des médias, et ça calmera la guerre des chefs : prononçons-nous tout de suite pour lui ! " Si Les Verts en sont déjà à choisir la médiatisation avant le contenu, et les problèmes de gouvernance interne avant le positionnement vis-à-vis de la société, ils sont fichus.

L'argument de l'accès aux médias est d'ailleurs hors sujet. Faut-il rappeler que la notoriété au moment du vote dépendra essentiellement de la campagne ? et que, pour celle-ci, le CSA donnera, à la seconde près, le même temps à n'importe quel candidat Vert ? À ce sujet, remarque : l'expérience de 1995 montre qu'il faut éviter les apparitions médiatiques en début de campagne - été, automne, hiver - car elles sont décomptées à la fin !

Mon problème avec Noël Mamère n'est pas non plus celui du pouvoir chez Les Verts (quoique... cela jouera aussi, un peu), mais celui du contenu.

\* Noël Mamère n'est pas encore un " vrai écologiste ". Tard venu aux Verts dans sa carrière politique complexe, il a une image " droits de l'homme ", ce qui est bien, mais pas de propositions ni de réalisations écologistes attachées à son nom (contrairement à Yves Piétrasanta, pour s'en tenir aux maires).

\* Noël Mamère n'a pas été capable jusqu'ici d'ajuster le rapport autonomie/alliances. Il était sur la liste Tapie en 1994, a soutenu Jospin dès le premier tour en 1995 ; il a refusé la fusion des écologistes à la veille de 1997, affaiblissant symboliquement le résultat des Verts. Puis il passe de l'autre côté du cheval : l'encre était à peine sèche des décisions de l'AG de Toulouse qu'il proposait de sortir du gouvernement !

\* Personne ne connaît au juste le degré d'attachement de Noël Mamère aux Verts. Il n'a pas hésité à " tirer " sur notre ministre pendant l'affaire Erika. Il présente dans la presse sa candidature comme " celle d'un homme libre ", alors que le candidat présidentiel devra être finement articulé aux candidats aux législatives, etc.

On me dira : " Mais Dany Cohn-Bendit ? " Dany Cohn-Bendit est une figure historique avant d'être médiatique. Dany Cohn-Bendit était écologiste et Vert avant la plupart d'entre nous. Dany Cohn-

Bendit jouait les électrons libres (et sa cote a baissé d'août 1998 à janvier 1999), puis il s'est inséré dans une équipe polyphonique, et la cote de notre liste a remonté.

Mais soyons clairs. Si Noël Mamère est choisi, alors il faut qu'il soit au plus près de notre "candidat idéal". et la meilleure façon pour qu'il le soit, c'est une vraie campagne interne qui l'oblige à "apprendre" (en lisant ce texte, déjà !), à "donner des gages au mouvement". Et certainement pas lui dire : "Tu passes dans les médias, tu dis ce que tu veux, et tu fiches la paix à Dominique Voynet pour le secrétariat".

Etienne Tête. Lui maîtrise au contraire la tradition "autonomie contractuelle" des Verts. C'est un remarquable tacticien. Il a génialement conçu et conduit la manœuvre de déboulonnage de Millon en Rhône Alpes, avec des retombées jusqu'à la victoire de Lyon. Mais en plus de dix ans, je l'ai très rarement entendu intervenir sur les problèmes de fond de l'écologie politique.

Reste moi. Ça ne me réjouit pas. Mon texte s'en ressent peut-être, dans sa façon de souligner : "C'est 9 mois, et après basta !" Peut-être qu'il faudra assumer un peu de service après-vente... Mais je n'ai pas d'ambition de pouvoir au sein des Verts (tout le monde le sait très bien) : j'ai d'autres "niches" pour satisfaire mon ego. À vous de décider si mon profil se rapproche assez du candidat idéal. Mais il faut encore répondre à l'argument de la guerre des courants.

Je l'affirme très nettement : je ne souhaite pas que ma candidature soit celle des "Ouverts", mais une candidature pour tous les Verts. Je crois que ce débat doit être l'occasion d'une redéfinition des courants chez Les Verts, une redéfinition fondée sur le contenu. Et pourquoi pas une refondation de l'unité des Verts ? L'idéal serait que des gens de tous les courants se dispersent sur les différents candidats, puis se rassemblent. Et que les candidats s'engagent solennellement à travailler ensemble dès l'investiture acquise. Pourquoi pas en désignant à l'avance le directeur de campagne, qui resterait neutre ? Jean-Luc Bennahmias, serait-il intéressé ? Il ne peut pas prendre parti, tant qu'il est secrétaire national, et le CES lui laissera quelques loisirs après...

Toutes mes amitiés

Alain Lipietz

Pour toute réponse, critique ou suggestion : [alain@lipietz2002.net](mailto:alain@lipietz2002.net)

(1) Ce texte reprend une [première version](#) adressée au courant. Il intègre [les leçons des municipales](#), telles que je les ai tirées pour *Libération* avec Dominique, enseignements qui confirmaient mon premier texte.